

H&M suspend sa production en Birmanie : coup de pouce ou coup de poignard aux manifestants pro démocratie ?



De nombreux Birmans se sont mis en grève pour participer aux manifestations contre la junte militaire. Face à la perturbation de la production, le géant de l'habillement H&M a suspendu ses commandes dans le pays. - © STR - AFP

Les entreprises occidentales qui s'étaient ruées en Birmanie ces dernières années, à la faveur de la relative démocratisation du régime et de la levée des sanctions, vont-elles faire marche arrière tout aussi vite ? Le géant suédois de l'habillement H&M est un des premiers à appuyer sur *pause* : il a annoncé qu'il suspendait toutes ses commandes en provenance du pays.

[Le coup d'Etat militaire du 1er février](#) et l'arrestation de la dirigeante Aung San Suu Kyi replacent ce pays dans la catégorie des infréquentables, ceux qui font tache sur la liste des fournisseurs d'une multinationale. Le putsch marque un brusque coup d'arrêt au processus de libération en cours depuis 10 ans, qui avait permis la levée des embargos économiques occidentaux sur la Birmanie.

.../...

H&M se dit préoccupé

Aujourd'hui, les sanctions sont à nouveau à l'ordre du jour. Le sang coule dans les rues des villes birmanes : les forces de sécurité n'hésitent plus à ouvrir le feu contre les manifestants, et l'on compte déjà une soixantaine de morts. On redécouvre que l'armée qui a repris le contrôle du pays est aussi la propriétaire directe de nombreuses grandes entreprises du pays.

H&M, numéro deux mondial du secteur textile, semble avoir pris la mesure des événements qui s'y déroulent. Son responsable en Birmanie, Serkan Tanka, a envoyé lundi un e-mail pour prévenir que la société suspendait toutes ses commandes en provenance du pays. Il évoque deux motivations pour cet arrêt.

- La première justification est simplement pragmatique : les troubles, les grèves, les violences empêchent le fonctionnement normal des ateliers de confection. Les livraisons ne peuvent pas être garanties : *"Cela est lié à des difficultés concrètes et à un contexte imprévisible limitant notre capacité à opérer dans le pays, avec notamment des obstacles en termes de production manufacturière et d'infrastructures, d'importations de matières premières et de transport des produits finis"*.
- Le responsable régional y ajoute une motivation plus éthique. Il se dit *"extrêmement préoccupé par l'escalade de la situation et choqué par l'utilisation de la force meurtrière contre les manifestants"*. H&M affirme être en dialogue avec l'ONU, des experts en droits de l'homme et les syndicats à ce sujet. *"Ces concertations nous guideront dans toute décision future concernant la manière dont nous, en tant qu'entreprise, pouvons contribuer au mieux à des développements positifs conformément à la volonté du peuple de Birmanie"*.

Une décision logistique ou éthique ?

S'agit-il d'une simple décision opérationnelle d'une entreprise qui redéploie sa production en fonction de difficultés temporaires, ou d'un refus d'être impliqué dans la dérive autoritaire d'un Etat ? *"On pouvait s'attendre à ce que des entreprises décident de suspendre leurs liens avec les usines en place au Myanmar, vu les contraintes logistiques que la situation impose"*, nous dit Sanna Abdessalem, [la coordinatrice d'achACT, l'ONG de défense des travailleurs de l'industrie textile](#). *"Nous lançons un appel aux enseignes telles que H&M pour qu'elles garantissent la protection des travailleuses et travailleurs des usines en question. Les organisations syndicales sur place ne demandent pas à ces sociétés de se désengager du pays. La demande, c'est que ces enseignes dépassent les simples déclarations pour mettre en place des mesures de protections des travailleurs. Les ouvriers prennent des risques énormes aujourd'hui en se mobilisant. Que fait H&M aujourd'hui concrètement pour les soutenir ?"*

[Les syndicats birmans se sont en effet unis pour appeler tous les fonctionnaires, employés et ouvriers à se mettre en grève](#) jusqu'à la fin du coup d'Etat militaire, qui a privé la Ligue Nationale pour la Démocratie d'Aung San Suu Kyi de sa victoire électorale. Le secteur textile, qui a connu une croissance rapide ces dernières années, fait partie de cette mobilisation.

Il y a des raids policiers à l'intérieur d'usines pour savoir qui a quitté son poste pour participer aux manifestations. Les enseignes peuvent demander à leurs fournisseurs de protéger au mieux les travailleurs

Les marques occidentales peuvent jouer un rôle pour permettre cette mobilisation, souligne Sanna Abdessalem : *"On sait que ces personnes peuvent faire l'objet de pressions de la part*

des employeurs. Il peut y avoir des discriminations à l'égard des travailleurs qui se mobilisent. Il y a des raids policiers à l'intérieur d'usines pour savoir qui a quitté son poste pour participer aux manifestations. Les enseignes peuvent demander à leurs fournisseurs de protéger au mieux les travailleurs de la filière de la confection."

Si le secteur de l'habillement a multiplié ces dernières années les partenariats avec des ateliers birmans, ce n'est pas pour des raisons sociales, mais simplement parce que les coûts de production y sont moins élevés. [Le salaire de base y atteint seulement 50€ par mois](#). "On estime que le montant perçu par les travailleurs ne représente qu'un tiers du salaire vital qui permettrait de vivre dignement", remarque Sanna Abdessalem.

Pas d'appel au boycott

Achact et ses partenaires internationaux n'appellent donc pas à des sanctions économiques ni à un désinvestissement de Birmanie, mais à un soutien aux travailleurs. De même, les consommateurs ne sont pas appelés à boycotter les vêtements *made in Myanmar* : "Nous les appelons à nous soutenir dans l'effort de pression sur les marques pour qu'elles prennent leurs responsabilités à l'égard des travailleurs et travailleuses qui contribuent à leur profit. Il faut que les marques sortent des déclarations de bonnes intentions et mènent des actions concrètes."

D'autres ONG n'observent pas la même retenue, en soulignant que la junte birmane est directement impliquée dans l'économie productive du pays et en tire des ressources pour violer massivement les droits humains.

Le business d'une armée affairiste

[C'est cas de Human Rights Watch, qui demande des sanctions ciblées](#). L'ONG souligne que l'armée est la propriétaire directe de nombreuses grandes entreprises birmanes, via deux conglomérats : "Les pays peuvent employer des sanctions ciblées pour réduire les revenus de l'armée et de ses généraux, tout en évitant des effets économiques plus larges qui risqueraient d'affecter l'économie du Myanmar et sa population, argumente HRW. De telles mesures ciblées peuvent être imposées aux dirigeants de la junte, ainsi qu'aux entreprises détenues par l'armée, notamment Myanmar Economic Corporation (MEC) et Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL)."

Les généraux contrôlent des secteurs entiers de l'économie nationale, comme les mines de jade, la bière, le tabac, les banques, les télécoms, l'hôtellerie... L'armée tire des revenus considérables de ses actions dans ces entreprises. [Amnesty International a publié une enquête montrant que "des entreprises internationales sont liées au financement de l'armée du Myanmar, et plus précisément de plusieurs unités directement responsables de crimes relevant du droit international et de violations des droits humains."](#) Parmi ces entreprises figure un fabricant de vêtements sud-coréen, qui sous-traite sa production en Birmane.

L'armée a touché 15 milliards en 20 ans

"MEHL est toujours dirigée et détenue par des militaires actifs ou retraités, dénonce AI. Il est clair que l'armée tire de cette relation des revenus substantiels en plus de son budget officiel, mais la nature exacte de ces liens demeure secrète."

Les militaires birmanes auraient perçu l'équivalent de 15 milliards d'euros en 20 ans sous forme de dividendes, dont 13 milliards ont été versés à des unités militaires. AI estime que ces sommes ont couvert les coûts opérationnels de l'armée, qui s'est livrée ces dernières années à une répression cruelle de la minorité rohingya, pouvant s'apparenter à des crimes de guerre.

Un coup d'Etat motivé par l'argent ?

Dans un rapport en 2019, une mission d'enquête des Nations unies avait également recommandé de sanctionner ces deux conglomérats et leurs filiales, les soupçonnant de fournir à l'armée des ressources susceptibles de financer des actions contraires aux droits de l'homme.

[Certains estiment que le coup d'Etat du 1er février a été motivé par les intérêts financiers personnels du général Min Aung Hlaing](#), le nouvel homme fort du pays. La victoire électorale de la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi menaçait directement sa mainmise sur l'économie du pays.

De nouvelles sanctions arrivent

Plusieurs pays occidentaux ont déjà imposé des sanctions ciblées aux militaires birmanes. L'Union européenne préparerait des sanctions supplémentaires contre les deux conglomérats MEHL et MEC qui génèrent des financements pour les forces armées birmanes. Ces sanctions leur interdiront toute transaction avec des investisseurs et banques de l'Union.

Outre H&M, le constructeur automobile Suzuki a suspendu sa production dans ses deux usines implantées en Birmanie. Le brasseur japonais Kirin et la compagnie pétrolière Puma, qui siège à Singapour, ont aussi annoncé mettre fin à leurs opérations dans le pays.

Total évalue la situation

Le groupe pétrolier français Total fortement impliqué en Birmanie a simplement indiqué évaluer "*les impacts*" du coup d'Etat. Total exploite notamment le gigantesque champ gazier offshore Yadana et a versé 257 millions de dollars aux autorités birmanes en 2019.